

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction  
départementale de la protection  
des populations

**ARRETE**  
**portant autorisation d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

Service  
prévention des risques  
environnementaux  
N°IC 2003/7904  
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Officier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1997 modifié au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement «E.A.R.L. LAMBERT », l'autorisant à exploiter à TREMOREL au lieu-dit « Lambert » un élevage porcin de 2025 pl. animaux équivalents (soit 50 pl. maternité 175 pl. gestantes verraterie, 990 pl. post sevrage et 1152 pl. post sevrage) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1999 au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « LEGRAND Robert» l'autorisant à exploiter à SAINT ALBAN au lieu-dit « Malido » un élevage porcin de 1761 pl. animaux équivalents,
- VU l'arrête préfectoral du 26 mars 2007 au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « EARL DU PONT ROLEU » l'autorisant à exploiter à TREMOREL au lieu-dit « Petit Val » un élevage porcin de 448 pl. animaux équivalents ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

- VU l'accusé réception délivré le 16 septembre 2010 au titre de l'installation classée **LEGRAND Yvette**, pour la reprise de l'élevage porcin autorisé le 28 septembre 1999 au nom de LEGRAND Robert pour 1761 pl. animaux équivalents ;
- VU l'accusé réception délivré le 13 septembre 2012 au titre de l'installation classée « S.C.E.A. DE LAMBERT » sur la déclaration du 12 septembre 2012 de changement de statut avec passage en SCEA DE LAMBERT d'un élevage porcin autorisé le 3 décembre 1997 modifié le 8 mars 2005 au nom de l'EARL DE LAMBERT pour 2025 pl. animaux équivalents et ce, à compter du 20 juin 2012 ;
- VU la demande présentée le 21 septembre 2011 par l'installation classée « **E.A.R.L. DE LAMBERT** », sise « Lambert » en TREMOREL, en vue de l'extension d'un élevage porcin autorisé, suite à l'arrêt de l'atelier laitier mixte avec conversion de l'azote en azote porcin, à la reprise totale de l'atelier porcin déclaré au nom de l'EARL de PONT ROLLEU et à la reprise partielle d'un élevage porcin autorisé au nom LEGRAND Huguette avec transfert, soit un cheptel de 3970 pl. animaux équivalents ( 55 pl. maternité, 305 pl. gestantes verraterie, 1300 pl. post sevrage, 2600 pl. engraissement et 30 pl. cochettes), la mise à jour du plan d'épandage et la modification de l'unité de traitement des lisiers avec ajout d'une centrifugeuse et la construction d'une porcherie gestante de 150 places dont mise aux normes bien-être des truies, d'une porcherie engraissement de 704 places et d'une porcherie post sevrage de 340 places, et l'aménagement de la stabulation vaches laitières d'une fosse à lisier, d'une lagune pour les effluents issus de la station de traitement et d'un silo tour de 1000 m3, à TREMOREL au lieu-dit « Lambert » (Section ZB N°31). Le site « Le Petit Val » en TREMOREL quant à lui sera désaffecté
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;
- VU la saisine des conseils municipaux de TREMOREL, LANRELAS, MERDRIGNAC, PLUMAUGAT et SAINT LAUNEUC ;
- VU l'avis défavorable de la Direction départementale des territoires et de la mer en date du 12 mars 2012, motivé sur l'insuffisance d'azote (1924UN) disponible pour la production demandée,
- VU l'avis du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile en date du 18 janvier 2012, favorable sous réserve des prescriptions d'usage relative à la sécurité ;
- VU l'avis de l'agence régionale de la santé du 16 janvier 2012, laquelle n'a pas formulé d'objection particulière ;
- VU la saisine de l'avis de l'autorité environnementale le 25 octobre 2011, laquelle a accusé réception le 28 octobre 2011 ;
- VU l'avis tacite du 13 janvier 2012 de l'autorité environnementale ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 15 octobre 2012 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 26 octobre 2012 ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la demande prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'Environnement;

CONSIDERANT que l'atelier allaitant et viande actuellement présent sur l'exploitation sera abandonné et que l'azote associé soit 2620 UN servira à la mise en œuvre du projet; ce qui permet de lever la réserve émise par la D. D.T.M.

CONSIDERANT l'avis favorable de la direction départementale des territoires et de la mer sous réserve d'une prescription relative à l'épandage sur les céréales,

CONSIDERANT que la mise en place d'une centrifugeuse permet de réduire la pression en phosphore sur les terres du plan d'épandage

CONSIDERANT que la restructuration s'inscrit dans la mise aux normes bien être des truies et permet d'améliorer les conditions d'élevage ;

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphasé pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1ER :

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **S.C.E.A. DE LAMBERT** », à TREMOREL au lieu-dit « Lambert » à exploiter à cette même adresse à TREMOREL (section ZB N°128 et 130), conformément aux plans annexés à la demande :

=> **un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3970 pl. animaux équivalents** réparties comme suit :

Eleavage « Site Lambert »	Animaux-équivalents (PAE)
55 pl. maternité	soit 165 PAE
305 pl. gestantes-verraterie	soit 915 PAE
1300 pl. post-sevrage	soit 260 PAE
2600 pl. engraissement	soit 2600 PAE
30 pl. quarantaine infirmerie	soit 30 PAE
<i>Total : 4290 animaux</i>	<i>Total : 3970 pl. animaux-équivalents</i>

=> **une unité de traitement des lisiers** comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (produisant deux coproduits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré") ;
- une fosse de stockage des boues biologiques ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 6044 m<sup>3</sup> de lisier (27347 kg d'azote) sur 6609 m<sup>3</sup> (29903 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 565 m<sup>3</sup> (2556 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut et 30 tonnes (148 kg d'azote) sous forme de fumier.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions définies ci-dessous.

## ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN –

### 2.1. - *Effectifs :*

2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 328 reproducteurs (truies verrats cochettes), 2600 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1300 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 300 reproducteurs (truies verrats cochettes).

Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 8300 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 8400 animaux.

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

### 2.2. - *Alimentation biphase :*

2.2.1. - L'alimentation biphase déjà en place sera maintenue.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ..... ) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

## ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

### 3.2. - *Aux fins de contrôles, seront placés :*



- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
  - un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
  - un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
  - un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;
  - un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
  - un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des installations classées.

### 3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

#### 3.5.1 – Dans le séparateur de phase (centrifugeuse):

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	6 044 m <sup>3</sup>	16.6 m <sup>3</sup>	20 m <sup>3</sup>
N global	27 347 kg	74.9 kg	90 kg
P2O5	15 845 kg	43.4 kg	52 kg
M.E.S	241 760 kg	662 kg	794 kg

#### 3.5.2 – Dans l'unité de traitement biologique (réacteur) :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	4 454 m <sup>3</sup>	12.2 m <sup>3</sup>	14.6 m <sup>3</sup>
N global	18 541 kg	50.8 kg	60.5 kg
P2O5	2790 kg	7.6 kg	9.1 kg
M.E.S	241 760 kg	116.6 kg	140 kg

\* sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

### 3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

#### 3.6.1 – co-produits à transférer :

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Tonnage	604 tonnes	1.7 tonnes
N global	6 290 kg	17.2 kg
P2O5	12 676 kg	34.7 kg
M.E.S	193 408 kg	530 kg

### 3.6.2 – co-produits à épandre :

Lisier centrifugé	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	650 m <sup>3</sup>	1.8 m <sup>3</sup>
N global	2 516 kg	6.9 kg
P2O5	379 kg	1 kg
M.E.S	5 778 kg	16 kg

Lisier traité décanté	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	891 m <sup>3</sup>	2.4 m <sup>3</sup>
N global	4 671 kg	12.8 kg
P2O5	1 543 kg	4.2 kg
M.E.S	36 882 kg	101 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	3 563 m <sup>3</sup>	9.8 m <sup>3</sup>
N global	891 kg	2.4 kg
P2O5	1 247 kg	3.4 kg
M.E.S	3 563 kg	10 kg

### 3.7. - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ....).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH<sub>4</sub>/NO<sub>3</sub> seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

### 3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- un bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;

- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K2O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K2O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K2O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

### 3.9. - *Assistance technique :*

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

### 3.10. - *Validation de l'autosurveillance :*

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en œuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....),
- vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

## ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS.

- 4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 3 479 m3.
- 4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 60 m2.
- 4.3. - Les lisiers centrifugés seront stockés dans une fosse de 990 m3.

4.4. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 1 170 m<sup>3</sup>.

4.5. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 4000 m<sup>3</sup>.

4.6. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 530 m<sup>3</sup> devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.7. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4.8. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4.9. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.10. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

#### ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT.

5.1. - L'unité de traitement sera construite et mise en service dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

#### ARTICLE 6- MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (MTD)-

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

#### ARTICLE 7- PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX Puits ET FORAGES EXISTANTS –

Le forage existant sur la parcelle ZB, n°130 doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages et des arrêtés du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de



volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement .

- un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

- la réalisation et l'équipement du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant le tubage, le gravillonnage, la cimentation de l'espace annulaire, la définition de la partie à cimenter, le laitier, l'injection.

- la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;

- le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) et à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;

- une surface entretenue autour du forage, de l'ordre de 5 m x 5 m est neutralisée de toutes activités ou stockages et exempte de toutes sources de pollution.

- un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. L'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.

- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;

- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre

les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS EPANDAGE SUR CEREALES :

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales sera effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

#### ARTICLE 9 – RESTRUCTURATION :

12.1 - La production demandée sera conditionnée à l'arrêt total de la production bovine.

12.2 - Le pétitionnaire devra notifier en préfecture la cessation d'activité de l'élevage qu'il exploite au nom de l'EARL DU PONT ROLLEU et préciser les conditions de remise en état du site.

#### ARTICLE 10 – RESORPTION

La résorption mise en place sur l'exploitation est de 25 070 unités d'azote organique, dont

- 5 801 UN par biphase
- 12 979 UN par traitement
- 6 290 UN par transfert .

#### ARTICLE 11

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1997, modifié (le 8 mars 2005) au nom de l'EARL LAMBERT , l'arrêté préfectoral du 26 mars 2007 au nom de l'EARL DU PONT ROLEU ainsi que l'arrête d'autorisation du 28 septembre 1999 au nom de LEGRAND Huguette.

#### ARTICLE 12 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

#### ARTICLE 13 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, accompagnée des documents justificatifs.

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 14 :

Une copie du présent arrêté sera

- déposée aux archives de la mairie de TREMOREL pour y être consultée ,
- affichée à la mairie de TREMOREL pendant une durée minimum d'un mois.
- affichée en permanence de façon visible ,par les soins de l'exploitant, sur le site de l'exploitation,
- mise en ligne sur le site de la préfecture.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

#### ARTICLE 15 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3, Contour de la Motte – 35044 – RENNES Cédex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les demandeurs et les exploitants ;

- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, ou, le cas échéant, dans le délai de six mois suivant la mise en service effective de l'installation.

#### ARTICLE 16-

Le secrétaire général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le sous-préfet de DINAN, le maire de TREMOREL et le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de LANRELAS, MERDRIGNAC, PLUMAUGAT, et SAINT LAUNEUC.

Fait à SAINT-BRIEUC, le 11 4 NOV. 2012

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

Gérard DEROUIN

